

Janvier 2019

Tendances récentes : Selon les estimations, la croissance dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord s'est améliorée en 2018, pour atteindre un taux de 1,7 %, grâce à l'accélération de l'activité à la fois dans les pays exportateurs et importateurs de pétrole.

Chez les importateurs de pétrole, la croissance se serait raffermie durant l'année qui vient de s'achever. Au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG), l'augmentation de la production et des prix du pétrole a entraîné un assouplissement des pressions budgétaires, favorisant ainsi la hausse des dépenses publiques et l'amélioration des soldes extérieurs courants. Dans les pays exportateurs de pétrole non membres du CCG, la croissance régionale est freinée par le ralentissement de l'économie iranienne et les sanctions américaines. En Algérie, on estime que les dépenses publiques ont contribué à accélérer la croissance, qui a atteint 2,5 % durant l'année écoulée.

Pays importateur de pétrole, l'Égypte a connu une croissance plus rapide que durant l'exercice budgétaire précédent, à un rythme de 5,3 %. Cette embellie s'explique par le fait que l'activité touristique et l'industrie du gaz naturel continuent de montrer des signes de fermeté, le taux de chômage a globalement diminué et les réformes se poursuivent. Une récolte agricole abondante et une conjoncture touristique favorable ont contribué à stimuler la croissance au Maroc et en Tunisie en 2018, que l'on estime avoir atteint 3,2 % et 2,6 % respectivement.

Perspectives : La croissance de la région devrait progresser à 1,9 % en 2019. En dépit du ralentissement du commerce international et du durcissement des conditions de financement extérieur, on prévoit qu'elle sera favorisée par des facteurs intérieurs comme tels les réformes des politiques publiques notamment.

Les pays exportateurs de pétrole devraient connaître une légère amélioration de la conjoncture économique cette année, la croissance collective des membres du CCG augmentant rapidement pour atteindre 2,6 %, contre 2 % en 2018. Ce taux devrait augmenter davantage à la faveur d'un surcroît d'investissements et de la réforme des cadres réglementaires. En Iran, on prévoit un ralentissement de la croissance en 2019, au rythme de 3,6 %, les sanctions commençant à peser sur ce pays. L'Algérie devrait décélérer à 2,3 % du fait de la diminution progressive des dépenses publiques, qui avaient connu une augmentation considérable l'année dernière.

Alors que les réformes tendant à renforcer le climat des affaires stimulent l'investissement et que la consommation des ménages augmente, l'Égypte devrait voir sa croissance s'accélérer pour atteindre 5,6 % durant l'exercice 2019. Au Maroc et en Tunisie, les taux de croissance devraient s'établir à 2,9 % en 2019, grâce aux réformes entreprises et à l'amélioration de l'activité touristique. Les prévisions de croissance pour la région reposent sur le double postulat que les tensions géopolitiques ne s'intensifient pas de façon considérable, et que les conflits affectant certaines économies auront des répercussions limitées sur le reste de la région.

Risques : La balance des risques penche négativement sur les perspectives régionales. De nouveaux conflits dans les économies fragiles pourraient dégénérer et porter davantage atteinte aux revenus et à l'activité économique des populations, sans parler de la santé et du bien-être de ces dernières. Ils pourraient en outre accroître l'impact de la crise des réfugiés sur les économies d'accueil et d'origine. Une escalade des tensions entre les États-Unis et l'Iran aurait des conséquences néfastes sur la région. Les facteurs géopolitiques, combinés à l'incertitude autour des volumes de production attendus des pays exportateurs de pétrole, pourraient provoquer l'instabilité des prix du pétrole. Des prix plus bas assombrieraient les perspectives de la

région, particulièrement des pays exportateurs de pétrole, alors qu'ils pourraient avoir un effet bénéfique sur les pays importateurs.

Le durcissement des conditions de financement à l'échelle mondiale pourrait affecter les pays importateurs et exportateurs de la région de la même manière. Le niveau élevé de la dette extérieure libellée en devises dans certains pays importateurs donne à penser que ceux-ci risqueraient de souffrir d'une forte appréciation du dollar des États-Unis.

En revanche, l'augmentation des dépenses de reconstruction dans les économies touchées par un conflit (p. ex. l'Irak) pourrait avoir des retombées positives sur les pays voisins.

Middle East and North Africa Forecasts

(Annual percent change unless indicated otherwise)

	2016	2017	2018e	2019f	2020f	2021f
GDP at market prices (2010 US\$)						
Algeria	3.2	1.4	2.5	2.3	1.8	1.8
Bahrain	3.2	3.9	3.2	2.6	2.8	2.8
Djibouti	8.6	5.7	6.7	7.3	7.5	7.5
Egypt	4.3	4.7	5.5	5.7	5.9	6.0
<i>Fiscal year basis</i>	4.3	4.2	5.3	5.6	5.8	6.0
Iran	13.4	3.8	-1.5	-3.6	1.1	1.1
Iraq	13.0	-2.1	1.9	6.2	2.9	2.8
Jordan	2.0	2.0	2.1	2.3	2.4	2.7
Kuwait	2.9	-3.5	1.7	3.6	3.6	3.6
Lebanon	1.7	1.5	1.0	1.3	1.5	1.5
Morocco	1.1	4.1	3.2	2.9	3.5	3.5
Oman	5.0	-0.9	1.9	3.4	2.8	2.8
Qatar	2.1	1.6	2.3	2.7	3.0	3.0
Saudi Arabia	1.7	-0.9	2.0	2.1	2.2	2.2
Tunisia	1.1	2.0	2.6	2.9	3.4	3.6
United Arab Emirates	3.0	0.8	2.0	3.0	3.2	3.2
West Bank and Gaza	4.7	3.1	1.7	1.9	1.9	1.9

Source: World Bank.

Notes: e = estimate; f = forecast. World Bank forecasts are frequently updated based on new information and changing (global) circumstances. Consequently, projections presented here may differ from those contained in other Bank documents, even if basic assessments of countries' prospects do not significantly differ at any given moment in time.

[Téléchargez ces données](#)